

FEDERATION DES ASSOCIATIONS FRANCO-CHINOISES

法中友协联合会

« CHINE – EUROPE. DIALOGUE DE PEUPLE A PEUPLE SUR L'AMITIE ET LA COOPERATION »

Cette rencontre s'est déroulée du 14 au 17 septembre 2011 à Beijing et Tianjin. Elle était organisée par l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger, qui entretient des relations avec 458 organisations non gouvernementales dans 148 pays, en collaboration avec la Conférence politique consultative de la municipalité de Tianjin, le Centre chinois pour les échanges économiques internationaux (qui dépend de la Commission nationale de la réforme et du développement) et l'Association Chine – Union Européenne, fondée en 2001.

La Fédération des associations franco-chinoises représentait la France à cette manifestation qui a réuni 310 représentants chinois et 21 pays.

LE DIALOGUE POLITIQUE.

Vice premier ministre (et très probable Premier ministre en 2012), **M. Li Keqiang** rappelle que l'Union Européenne est le premier partenaire commercial de la Chine, que leurs échanges sont en constante croissance et que les deux entités font donc face à des défis communs. La Chine, quant à elle, entreprend de changer son modèle de développement économique en accordant une importance essentielle à la préservation de l'environnement et à la recherche de nouveaux moteurs de croissance. Elle souhaite une Europe stable et prospère, qui parvienne à stabiliser ses finances publiques, et se doit de créer des conditions favorables aux investissements européens.

Pour **M. Romano Prodi**, Président de la Commission européenne (1999-2005) et ancien Premier ministre italien (2006-2008), l'Europe représente le second PIB mondial, avec une population plus importante que celle des Etats-Unis, la Chine étant le second partenaire commercial de l'UE. La souveraineté de la société et son système de protection sociale ont constitué la base de sa croissance économique ; l'Europe est certes en crise, mais ses fondamentaux sont solides et sa dette moins importante que celle des USA... Si la Chine a, dans cette crise, soutenu l'Europe et l'Euro, il convient, des deux côtés, de changer d'attitude : l'Europe doit faire un effort pour connaître réellement la Chine, et cette dernière pourrait tirer parti de la « multipolarité » européenne, afin de parvenir à une position commune sur les problèmes essentiels, de rechercher le consensus sur des sujets comme la propriété intellectuelle, l'accès au marché chinois des entreprises européennes – domaine dans lequel bien des obstacles demeurent, – les grands défis tel le changement climatique (priorité du nouveau plan quinquennal chinois). De son côté, l'Europe devrait reconnaître à la Chine le statut d'économie de marché. L'amitié sino européenne demeure essentielle.

Vice ministre des affaires étrangères, en charge des affaires européennes, **Mme Fu Yin** considère comme un problème les idées reçues qui ont cours en Europe sur la Chine et le manque d'information sur son pays, alors même que les relations entre les deux partenaires n'ont jamais été aussi fortes... et qu'en 2010, on comptait 200.000 étudiants chinois sur le vieux continent. Les feux d'artifice de l'Exposition universelle de Shanghai cachent aux Européens la Chine profonde : il leur faudrait aussi aller dans le Guizhou, où ils verraient des écoles délabrées et des familles ayant 200 € de revenu annuel, c'est-à-dire voir la réalité d'un pays qui ne constitue pas une menace pour eux. A ce titre, il est capital de promouvoir les échanges humains.

C'est précisément l'une des tâches essentielles de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger. Son Président, **M. Chen Haosu**, indique qu'elle célèbre en 2011 quatre-vingt années de coopération avec la Russie, également invitée à cette rencontre. Avec l'Europe, ce fut vingt ans de difficultés, d'orages, de crises diplomatiques avant qu'en 2003 ne soit signé un partenariat global stratégique. Les divergences culturelles et idéologiques sont nombreuses, et d'autres difficultés surviendront, mais le dialogue entre organisations non gouvernementales jouera un rôle décisif pour les surmonter.

Aux yeux de **M. Markus Ederer**, Chef de la délégation de l'Union Européenne en Chine, l'Europe est une puissance, en avance pour ce qui est de la cohésion sociale et du développement durable. Son partenariat stratégique avec la Chine est à la mesure des défis du présent : changement climatique, nucléaire, piratage dans la corne de l'Afrique... et de nouvelles occasions de coopération s'offrent dans le bassin méditerranéen. Au programme du prochain sommet Chine – Europe : sécurité nucléaire et de l'internet, plan de développement durable sino européen.

M. Zhao Qizheng, de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), considère que le concept de « G2 » souvent avancé relève de la propagande d'une minorité d'Américains : malgré ses progrès, la Chine n'est pas à la hauteur des Etats-Unis... et n'a pas l'ambition de l'être ! Les tenants du « G2 » font par ailleurs l'impasse sur une Europe qui dépasse de loin la puissance chinoise. Le New York Time parle lui de « G3 », ce qui n'est pas davantage recevable. Il ne faut pas oublier par ailleurs, qu'aujourd'hui, les Chinois s'expriment et voyagent (15 millions d'entre eux se rendent à l'étranger chaque année – ils étaient 10.000 aux débuts de l'ouverture –)...

Le 20^e siècle a été celui des guerres et des révolutions : cette page est tournée, le monde est à présent dans une phase de développement pacifique, dans laquelle tout le monde est gagnant. Mais pour **M. Wu Jianmin**, ancien ambassadeur en France et Secrétaire général adjoint de la CCPPC, nos mentalités sont encore celles du 20^e siècle, tandis que le concept de l'élargissement des intérêts communs de pays différents devrait constituer une piste capitale. Ces réflexions sont nourries de ses quinze années de travail en Europe : malgré trois guerres entre la France et l'Allemagne, une solution fondée sur les intérêts communs des deux pays a été trouvée après 1945. Qui aurait pu l'imaginer un siècle et demi plus tôt ? Le Livre Blanc chinois insiste sur ce socle des « intérêts communs » : il est à bâtir sur la compréhension et les échanges entre les peuples.

Plusieurs participants chinois au débat consécutif à ces interventions soulignent combien les grands médias occidentaux amplifient les divergences Chine – Europe et exagèrent les aspects négatifs de la réalité chinoise. Le dialogue officiel, sur des sujets comme les droits de l'homme, la liberté religieuse ou le dumping, n'est pas toujours soutenu par l'échelon non officiel ; personne ne devrait perdre de vue que la stabilité d'un pays comptant 1/5^{ème} de la population mondiale correspond aux intérêts européens...

LE DIALOGUE ECONOMIQUE.

64% des Européens sont convaincus que, dans les années à venir, le commerce international va d'abord bénéficier aux pays émergents ; 45% d'entre eux considèrent que l'Union européenne va devenir un pouvoir économique secondaire ; 90% estiment que la croissance économique future se fera hors de l'UE (et que la Chine en représentera environ un tiers). Vingt millions d'emplois européens environ dépendent aujourd'hui des exportations, le tiers de la croissance européenne est due au commerce extérieur : pour **M. Lucian Cernat**, diplomate roumain, économiste en chef de la Commission européenne, ces chiffres indiquent combien est essentiel le partenariat stratégique sino européen. La Chine constitue un marché majeur pour les exportations européennes, tandis que l'exemple de Volvo – marque à l'origine européenne devenue marque mondiale, montre qu'UE et Chine sont de plus en plus interdépendantes ; il leur faut un mécanisme de dialogue de haut niveau.

La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine est l'un d'entre eux. **M. Hermann Kleinod**, membre de son directoire, rappelle qu'elle a été fondée en 2000, qu'elle représente 50 pays européens, compte 1.600 membres en Chine où elle a 9 représentations. Elle exerce une activité de conseil et de

publication au profit des entrepreneurs européens travaillant en Chine. Ces derniers, ainsi que l'a lui-même récemment rappelé le Premier ministre **M. Wen Jiabao**, devraient avoir un accès équitable au marché intérieur chinois...

Pour **M. Qiao Yide**, Secrétaire général de la fondation de Shanghai pour le développement et la recherche, une réforme du système monétaire est essentielle. Si Bretton Woods a permis la prospérité d'après guerre, ce système a éclaté, entraînant une volatilité des changes et un accroissement des inégalités. Une monnaie supra souveraine, dont l'Euro (la Chine devrait en augmenter ses réserves) et le Yuan deviendraient parties prenantes, devrait se substituer au système actuel et le statut d'économie de marché devrait être reconnu à la Chine.

Un point de vue que n'est pas loin de partager **M. Marc Uzan**, Directeur exécutif du Comité « Réinventons Bretton Woods », think-tank spécialisé dans l'architecture financière internationale à travers le dialogue entre marchés et gouvernements, pour qui il convient de trouver un point d'équilibre différent permettant un nouveau cycle de croissance. Encore faut-il être capable de lire le bilan d'une banque, d'une entreprise, d'un pays pour trouver les solutions du futur...

Quelles sont les perspectives de croissance chinoise pour la décennie à venir, demande **M. Wang Xiaolu**, Directeur adjoint de l'Institut de la recherche économique nationale (Fondation pour la réforme chinoise) ? Au cours des 32 dernières années, la croissance a été de 9,9% par an, le PIB/habitant est passé de 220 USD à 4.000 USD dans le même temps : ce rythme est-il encore tenable ? Les facteurs à l'origine de cette croissance :

- un accroissement de 4%/an de la main d'œuvre. Aujourd'hui, elle est en décroissance (moins de 1%/an) ;
- les progrès techniques, ceux de l'éducation, l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- des réserves de change colossales et un taux d'épargne très important (52% en 2010) ; mais ce taux déséquilibre l'économie : l'investissement comme l'épargne sont excessifs, donc la demande chute et l'industrie se trouve en état de surcapacité (il faudrait 10 à 15% d'épargne en moins) ;
- la réforme est aussi un facteur ayant puissamment contribué à la croissance ;
- l'urbanisation en est un autre : 1978 17,9%, 1995 29%, 2010 49,7% (la moitié des Chinois vivent désormais en ville) ; on arrivera bientôt, comme dans les pays développés à un taux d'urbanisation de 70 à 80% ;
- les investissements directs étrangers (IDE), dont la Chine est excessivement dépendante ; dans le futur, leur contribution à l'économie sera réduite ;
- l'amélioration des infrastructures, qui contribue à hauteur de 20% à la croissance.

A présent, les facteurs de croissance se modifient et la Chine affronte des défis majeurs : les revenus « invisibles », l'instabilité sociale, une médiocre consommation (46 à 34% du PIB), traduction d'une politique défectueuse des autorités, des dépenses publiques de plus en plus lourdes.

Que faire ? Un certain nombre de réformes sont inévitables : celle du système administratif et fiscal, l'amélioration de la sécurité sociale et celle de la formation. Dans les années à venir, la croissance annuelle sera de 7%, et pourra baisser jusqu'à 4% en 2020.

Les débats insistent sur l'importance des PME (qui représentent 90% des entreprises européennes) dans les échanges économiques Chine – UE, mais, de Singapour à Beijing, les PME européennes « ne savent pas faire ». Pour d'autres participants européens « la Chine n'est pas assez démocratique », ce à quoi des intervenants chinois répondent à cette question « intéressante mais sensible » que la démocratie ne sera pas imposée par des leçons, et que par ailleurs le dialogue Chine Europe est favorable à cette démocratisation.

Pour **M. Andrea Goldstein**, responsable des relations globales à la division investissements de l'OCDE, on passe en fait aujourd'hui du « made in China » au « design in China » : ces trois dernières années, le commerce chinois a connu une croissance fulgurante ; les investissements chinois se font en liquide dans le monde entier, avec fusions et acquisitions, en particulier dans le secteur des matières premières. Dans les pays de l'OCDE, les investissements chinois visent à créer des capacités de production propres : la Chine a en effet élaboré une politique de « sortie des frontières ». Dans les 5 à 10 ans à venir, il faudra

équilibrer les IDE chinois et étrangers. Une stratégie gagnant/gagnant est possible entre l'Europe et la Chine : il ne s'agit pas pour les Chinois de coloniser des entreprises européennes ; il leur faut par ailleurs s'adapter aux différences culturelles, s'implanter dans un contexte souvent très mal connu.

La Chine va-t-elle créer des marques de luxe mondiales ? **M. Michel Gutsatz**, Directeur de l'école Euromed Management de Marseille pronostique que l'innovation va constituer un phénomène majeur en Chine, et ceci est un changement capital : la créativité – liée au bonheur – est essentielle à la création de richesse, et la marque est une valeur intangible. Une marque de luxe allie créativité, bonne gestion, contexte culturel et patrimonial, prix élevés, public ciblé. Ici se pose évidemment la question de la propriété intellectuelle. La réponse à la question posée plus haut est : alliance de l'esprit d'entreprise chinois et de la gestion occidentale.

Plusieurs dirigeants d'entreprises chinoises – groupe Broad, Aigo Digital, groupe Xiedao – apportent des témoignages particulièrement intéressants par leur franchise sur leurs difficultés à s'implanter ou vendre en Europe, souvent par ignorance de sa culture (le succès aux USA ne garantit pas celui en Europe...)

LE DIALOGUE CULTUREL.

Quelles sont ses modalités actuelles – avec leurs succès et leurs limites – et surtout ses perspectives ? Des exemples en sont donnés par **M.M. Zarenu Calleja**, ancien ministre et député, Président de l'Association d'amitié Malte Chine, **Lin Gengsheng**, Secrétaire général de l'Association Amitié Europe Chine, **Jesus Fernandez Hernandez**, Président de la fondation espagnole Fernando Rielo ainsi que dans un contexte sensiblement différent, par les témoignages de **MM. Titarenko**, Président de l'Association d'amitié Russie Chine, **Ivliev Grigory Petrovitch**, Président du comité de la culture de la Douma et **Farit Mukhametshin**, Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie dans les pays de la CEI.

Le rôle des médias dans le dialogue Chine – Europe est-il positif ? Analysant l'exemple français, **M. Alain Labat**, Président de la Fédération des associations franco-chinoises répond résolument non. La représentation de la Chine dans la quasi-totalité des médias français est en effet essentiellement faite de clichés et stéréotypes erronés, d'un grand simplisme intellectuel doublé d'une posture moralisatrice. Ce conformisme partial en est venu à constituer une sorte de pensée unique, de « médiatiquement correct » particulièrement préjudiciable à un dialogue constructif entre la France et la Chine, et même à la simple rationalité de leurs relations. Analysant l'économie d'un système médiatique qui n'est pas propre à l'hexagone et ses dérives – de WikiLeaks à Murdoch – il constate que, de son côté, la Chine dispose à présent de tous les moyens pour devenir aussi une grande puissance médiatique. Mais que ces moyens ne sont pas suffisants pour que sa voix soit audible : il lui faut prendre en compte les spécificités culturelles, sociales et politiques du pays auquel elle s'adresse ainsi que la nature de son système médiatique. Bien que fort différents, les médias européens et les médias chinois se trouvent confrontés, au-delà de celle de l'audience – à la question de leur crédibilité – cruciale en matière de dialogue sino européen.

Les moyens de progresser dans ce dialogue sont débattus avec **MM. Chen Haosu** et **Li Jianping**, Président et Vice président de l'APCAE. **M. Sun Jiazheng**, Vice président de la Conférence consultative politique de Tianjin faisant, quant à lui, part de la riche expérience en la matière de sa municipalité.

Le document final de la conférence, le « **Consensus de Tianjin**, » insiste sur l'importance des contacts et de la coopération non officielle pour la promotion de relations entre l'Europe et la Chine, fondées sur l'égalité, la confiance et les bénéfices mutuels, aussi bien dans le domaine de l'économie (il s'agit de la plus importante relation économique au monde) que dans celui de la culture. Il convient, à présent, de prolonger la plateforme de communication inaugurée à l'occasion de cette rencontre par un mécanisme de dialogue spécifique Chine Europe et un site permanent.

Président : Alain Labat. 2, rue Masaryk 69009 LYON. FRANCE. Tel/fax : (33) 04.78.83.54.84
Secrétaire général : Alain Caporossi. 5C rue du Bougney 25000 BESANCON France. Tel : (33) 09.60.02.01.06.

www.chine-france.com